

La conférence de consensus peut faire justice au débat sur les OGM

46 De nombreuses conférences de consensus ont eu lieu dans le monde lors de la montée en force de l'opposition aux organismes génétiquement modifiés (OGM) dans les années 1990. Mais aucune de ces conférences organisées au niveau national n'a permis d'envisager des options non OGM pour les comparer aux options OGM. Quelques années plus tard, les raisons de rejeter les OGM se renforçant, il serait judicieux d'organiser des conférences de consensus qui ne contribuent pas à les considérer comme une fatalité.

Les OGM soulèvent d'innombrables objections et sont impopulaires. En Europe, une large majorité les refuse. Une étude menée au Royaume-Uni en 2003 montre que des personnes qui, au départ, en savent très peu sur les OGM, deviennent plus sceptiques lorsqu'elles s'informent (GM nation ? 2003). Mais, malgré toutes les raisons de freiner l'essor des OGM, les gouvernements cherchent à autoriser leur dissémination en plein champ. Cette attitude nourrit la révolte d'une partie du public qui, en France et en Belgique notamment, procède à des arrachages illégaux d'OGM malgré les sanctions qui l'attendent.

« On entend beaucoup parler aujourd'hui de forums citoyens, où on demande à des personnes non impliquées d'écouter les arguments et les contre-arguments experts à propos d'une innovation, et peut-être une démarche de ce genre promet-elle un avenir plus démocratique, où les citoyens ne seront pas définis comme des ignorants », note Isabelle Stengers lors de son procès pour destruction d'OGM en Belgique, au tribunal de Namur, en novembre 2003. « Aujourd'hui, poursuit ce professeur de philosophie à l'Université

libre de Bruxelles, le poids d'une telle démarche est inséparable des actions d'opposition plus directes. C'est à cause de cette opposition que des objections scientifiques qui n'avaient trouvé aucun écho ont été enfin entendues, que des questions ont enfin pu être posées, qu'en Grande-Bretagne des informations hautement significatives ont pu être produites à propos de l'impact négatif de la mise en culture des OGM sur la biodiversité. »

Avec d'autres, Isabelle Stengers pense que l'information favorise le rejet des OGM. Pour faire connaître cette information et promouvoir un débat public éclairé et constructif, la conférence de consensus est une méthode délibérative intéressante. En France, où on l'appelle conférence de citoyens, un collectif demande au gouvernement d'en organiser une (Collectif CC-OGM, 2004). Le problème, toutefois, est que les nombreuses conférences de consensus qui ont eu lieu sur les OGM ont eu tendance à fermer la discussion sur la question de leur gestion (Mirenowicz, 2001). Cela ne rend certes pas ces exercices futiles (Joly et coll., 2003), mais le fait est qu'ils n'ont pas aidé à explorer la possibilité d'une société sans OGM. Or, avec les années, les données plaident de plus en plus en défaveur des OGM.

Conférence de citoyens française et PubliForum suisse

En France, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) organise, en juin 1998, une conférence de citoyens sur l'utilisation des OGM dans l'agriculture et l'alimentation (Opects,

1998). Dans le rapport qu'ils rédigent à la fin de la conférence, les treize citoyens qui y ont participé déclarent soutenir la recherche sur les OGM pour « que le pays ne soit pas en retard par rapport aux autres pays ». Avec cette seule justification, ils plaident pour que plus d'études de risques (écologie et santé) liés aux OGM soient accomplies et, en l'absence de données rassurantes, qu'aucune dissémination d'OGM à grande échelle n'ait lieu. Ils ajoutent que seuls des experts qui travaillent dans des laboratoires publics devraient évaluer ces risques, concluant que « le gouvernement doit mieux financer la recherche publique en France ». En attendant, une minorité défend l'idée d'un moratoire sur la commercialisation des OGM. Pour le reste, le rapport évoque des questions de double filière, d'étiquetage, de responsabilité, bref, de gestion des OGM.

Ne pas définir les citoyens comme des ignorants

Un an plus tard, en juin 1999, le Centre de Technologie Assessment suisse (TA) organise un PubliForum, terme suisse pour désigner la même méthode délibérative, sur le génie génétique et l'alimentation. A l'instar du rapport français, ce rapport traite les OGM comme un fait isolé, que la compétitivité de la recherche justifie. Les citoyens estiment que la recherche en génie génétique appliqué au domaine agricole est un atout pour rester compétitif dans le marché international. Ils jugent nécessaire d'évaluer les risques (écologie et santé publique) liés aux produits de cette recherche et que, pour cela, on ne peut pas faire confiance aux chercheurs



Premier PubliForum suisse, au Palais fédéral

Cinq étapes pour une conférence de consensus :

- 1) La sélection d'un groupe de quinze citoyens (trente en Suisse).
- 2) Leur formation lors de deux week-ends.
- 3) La sélection par les citoyens des questions puis des experts, ou « personnes de référence », pour y répondre.
- 4) L'audition publique, durant un ou deux jours, de ces experts par les citoyens.
- 5) L'écriture, le soir et le lendemain de cette audition, d'un rapport par les citoyens.



Photographie de dépêche

du secteur privé. Conclusion : la Confédération doit financer la recherche publique pour faire ces évaluations. En attendant d'obtenir une meilleure connaissance de ces risques, le rapport recommande un moratoire sur la production et la commercialisation d'OGM.

Neuf conférences sur les OGM

Pour comprendre si le rapport issu du PubliForum se singularise, une étude du Conseil suisse de la science le compare aux rapports issus de huit autres conférences de consensus sur les OGM qui ont eu lieu dans les années 1990, dont la conférence française (Schwab, 1999). Les sept autres conférences ont eu lieu au Royaume-Uni (novembre 1994), en Nouvelle-Zélande (août 1996 puis mai 1999), en Norvège (janvier 1997), en Australie, au Danemark et au Canada (les trois en mars 1999). Auteur de cette comparaison, Franziska Schwab note que, tous « conçus d'une façon similaire », ces rapports sont « homogènes ». Une comparaison des trois conférences de mars 1999 relève également les similitudes entre leurs rapports (Einsiedel et coll., 2001).

Les citoyens qui ont participé à ces conférences ont avant tout cherché à cerner les moyens de gérer des OGM considérés comme une donnée guère discutable. Ainsi apparaît-il qu'une fois les OGM posés au centre de la conférence, où qu'elle se déroule, les citoyens tendent à se focaliser sur les modalités de leur gestion plutôt que sur des points fondamentaux : les OGM apportent-ils un plus ou un mieux à l'agriculture contemporaine ? Dans quelle mesure répondent-ils à ses défis et résolvent-ils ses problèmes ? Peuvent-ils la rendre plus durable ? D'autres options permettent-elles de faire mieux ?

Au bilan, ces conférences, et d'autres depuis, notamment au Japon en 2000 et en Belgique en 2003 (FGF, 2004), n'ont pas permis de comparer l'option OGM aux moyens de produire de la nourriture sans OGM. Leurs participants n'ont pas pu réfléchir aux vices et aux vertus des différentes stratégies agricoles disponibles et encore moins aux moyens de favoriser l'une ou l'autre d'entre elles. Jugeant qu'il s'agissait de la seule option pour marquer son refus des OGM, un membre du groupe de

Dimanche 25 juillet 2004. Cinq faucheurs volontaires à Menville, près de Toulouse, défient le Gouvernement français : Gérard Onesta, député européen Vert et vice-président du Parlement européen, José Bové, ancien porte-parole de la Confédération paysanne, Javier Sanchez, responsable international de la Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs de l'Etat espagnol, Noël Mamère, député maire Vert de Bègles, Jean-Baptiste Libouban, fondateur du collectif des faucheurs volontaires d'OGM

quatorze citoyens français a quitté la conférence. De son côté, estimant qu'ils ne servent à rien, le groupe entier de citoyens norvégiens n'a pu que rejeter les OGM.

Pourtant, en organisant son premier PubliForum sur l'électricité, en mai 1998, le TA a montré comment explorer diverses options technologiques lors d'une telle conférence (TA, 1998 ; Bütschi, 2002). Un coup d'essai qui crée un très précieux précédent.

Le PubliForum sur l'électricité

De façon remarquable, les 27 citoyens qui ont rédigé le rapport sur l'électricité l'introduisent en fixant l'objectif « de subvenir à long terme » aux besoins en énergie dans le cadre d'un développement durable. Estimant que ni l'énergie fissile ni l'énergie fossile ne répond au critère de durabilité, ils les jugent inacceptables pour produire de l'électricité. Conscients que la libéralisation à venir du marché de l'électricité avantagera toutefois à court terme ces deux formes d'énergie, ils prônent divers moyens pour réussir malgré tout à investir dans les énergies renouvelables tout en favorisant l'utilisation optimale de l'électricité.

En montrant comment des facteurs économiques et politiques avantagent certaines options technologiques pour produire de l'électricité, ce PubliForum a conduit les citoyens à se référer à un objectif – le développement durable – puis à réfléchir aux atouts et aux inconvénients de différentes voies pour l'atteindre, et aux moyens de lutter contre les contraintes, en particulier économiques, qui éloignent de ce but. Il a ainsi précisément permis ce qu'aucune des conférences sur les OGM des années 1990 précitées n'a réussi à induire.

La conférence de consensus a beau associer des citoyens « ordinaires » à l'évaluation des technologies, elle s'inscrit dans la tradition qui consiste à isoler les technologies pour en analyser les bienfaits et les méfaits potentiels. A l'origine, cette méthode n'a pas été conçue pour déployer différentes voies technologiques de manière à discerner, selon différents critères, par exemple éthique ou écologique, les plus pertinentes pour atteindre des buts précis.

Comment, dès lors, la discussion sur l'électricité a-t-elle pu être si ouverte ? En premier lieu grâce à l'intensité de la controverse qui, depuis trente ans, porte sur la production et l'utilisation d'électricité. S'appuyant sur l'épuisement à venir du pétrole et les dangers du nucléaire, des experts explorent depuis les années 1970 des scénarii misant sur les économies d'énergie et les énergies renouvelables (Dessus, 2002 ; Laponche, 2003). En second lieu grâce au thème même de l'électricité, qui permet de cadrer la discussion dans une optique de choix pour la simple raison que l'électricité n'est pas une technologie, mais un produit. Une conférence mettant en contexte les OGM de façon analogue à la manière dont différents moyens de produire de l'électricité ont été évoqués lors du premier PubliForum aurait ainsi pour thème la production alimentaire.

Les temps sont mûrs

Après bientôt une décennie d'opposition de mieux en mieux étayée aux OGM, les temps sont mûrs pour organiser des conférences de consensus qui mettent différemment en scène les OGM. Durant la seconde moitié des années 1990, les opposants aux OGM n'étaient pas préparés pour avancer des scénarii sans OGM. Lors des conférences française et suis-

se, incités par les questions posées, ils se sont focalisés sur les torts et les travers des OGM. Aujourd'hui, des chercheurs mettent en avant la possibilité pour des systèmes agraires de répondre au défi alimentaire sans OGM (Pretty et Hine, 2003 ; Kastler et coll., 2004).

Une conférence sur la production alimentaire pourrait conduire les citoyens à envisager divers objectifs pour cadrer leur réflexion : la *souveraineté alimentaire**, le maintien de la biodiversité, l'agriculture durable comme activité structurante pour les populations rurales, etc. La question deviendrait : parmi les différentes façons de produire de la nourriture – avec et sans OGM –, lesquelles sont les mieux à même d'aider à atteindre ce (ou ces) but(s). Et en corollaire : quelles recherches seraient susceptibles de les favoriser et quels mécanismes économiques et législatifs seraient aptes à les soutenir ? Une variante de la conférence de consensus, notamment inspirée de la méthode des ateliers de scenarii (Andersen et



Durant les deux week-ends préparatoires, les citoyens qui prennent part à une conférence de consensus ont du temps pour délibérer

Jæger, 2003), a déjà en partie été explorée en Inde (Pimbert et coll., 2003).

En Suisse, une telle démarche aiderait à préparer le dialogue alors que l'initiative Stop OGM vise à instaurer un moratoire de cinq ans sur toute dissémination en plein champ d'OGM. En France, elle ferait avancer le débat alors que les arracheurs d'OGM défient le gouvernement. En Belgique, rien ne l'empêcherait de se parer des mêmes vertus. ■

LA REVUE DURABLE. *Pour débattre du traitement des déchets, Saint-Brieuc « décentralise » la conférence de citoyens en France.* Février-mars 2004 (9) : 56-61.

STENGERS I. *Il faut habiter ce moment historique d'hésitation pour résister aux déséquilibres du monde.* LaRevueDurable, juillet-août-sept. 2003 (6) : 6-10.

www.ta-swiss.ch

POUR ALLER PLUS LOIN

Agriculture : *de la nécessité des peuples de se nourrir eux-mêmes.* Dossier de LaRevueDurable, juillet-août-septembre 2003 (6).

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSEN IE, JÆGER B. *Au Danemark, les citoyens mettent en scène la ville du futur.* LaRevueDurable, mai-juin 2003 (5) : 40-43.

BÜTSCHI D. *Politique énergétique : les citoyens ont la parole.* LaRevueDurable, septembre-octobre 2002 (1) : 22-25.

COLLECTIF FRANÇAIS POUR UNE CONFÉRENCE DE CITOYENS SUR LES OGM (COLLECTIF CC-OGM). *Société civile contre OGM. Arguments pour ouvrir un débat public.* Editions Yves Michel, 2004.

DESSUS B. *Nourrir le débat sur l'énergie en France.* LaRevueDurable, septembre-octobre 2003 (1) : 4-8.

EINSIEDEL EF, JELSO E, BRECK T. *Publics at the technology table : the consensus conference in Denmark, Canada and Australia.* Public understanding of science, 2001 (10) : 83-98.

FONDATION POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES (FGF). *Des OGM en champ ? Expériences-pilotes de deux panels de citoyens au niveau communal.* FGF, 2004.

GM nation ? The findings of the public debate, 2003. Consultable sur : www.gmnation.org.uk/index.html

JOLY PB, MARRIS C, HERMITTE MA. *A la recherche d'une « démocratie technique ». Enseignements de la conférence citoyenne sur les OGM en France.* Natures Sciences Sociétés, 2003 (1) : 3-15.

KASTLER G ET COLL. *Impacts des OGM sur les agrosystèmes agraires. D'autres systèmes agraires sont possibles.* In Collectif CC-OGM. Société civile contre OGM, Editions Yves Michel, 2004

LAPONCHE B. *Trente ans de discussions, d'oppositions et de non-débat sur l'énergie.* LaRevueDurable, décembre 2003-janvier 2004 (8) : 56-60.

MIRENOWICZ J. *Conférences de consensus et innovation : de grandes attentes en jeu.* Natures Sciences Sociétés, 2001 (1) : 40-43.

OFFICE PARLEMENTAIRE D'ÉVALUATION DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES (OPECST). *Conférence de citoyens sur l'utilisation des OGM en agriculture et dans l'alimentation.* in « De la connaissance des gènes à leur utilisation », 1998.

PIMBERT M, WAKEFORD T, SATHEESH PV. *Des petits paysans et des marginaux ruraux s'expriment sur l'agriculture et les OGM.* LaRevueDurable, juillet-août-septembre 2003 (6) : 34-39.

PRETTY J, HINE R. *L'agriculture paysanne durable peut relever le défi alimentaire.* LaRevueDurable, juillet-août-septembre 2003 (6) : 20-24.

SCHWAB F. *Konsens-Konferenzen über Genfood.* Ist das PubliForum der Schweiz ein Sonderfall ? Schweizerischer Wissenschaftsrat, 2000.

TA BERNE. *PubliForum Electricité et société.* 15-18 mai 1998.

TA BERNE. *PubliForum Génie génétique et alimentation.* 4-7 juin 1999.